

POLICE DE PROXIMITÉ DE MILA

De nouvelles structures réceptionnées

En l'absence de M. Ali Tounsi, directeur général de la Sûreté nationale, le directeur des études à la DGSN, M. Boufenaïa Ahcène, accompagné des autorités locales, civiles et militaires, a procédé, hier, à l'inauguration au niveau de la commune de Oued Athmania, d'une sûreté urbaine et de 4 logements d'astreinte.

Située en plein centre-ville, cette structure qui s'étend sur une superficie globale de l'ordre de 2193 m², avec 534 m² de bâti, a été réalisée en un délai de 10 mois, pour couvrir une population de l'ordre de 22 810 habitants, avec un ratio (police-citoyen) de 1 pour 570.

A Zeghaïa, la délégation a inspecté le projet de réalisation d'une sûreté urbaine extra-muros, le taux d'avancement des travaux étant de 65%. Le représentant de la DGSN et la délégation qui l'accompagnait, se sont rendus par la suite à Beïnem, une commune chef-lieu de daïra, située à l'extrême nord de la wilaya, afin de procéder dans une cérémonie festive, à l'inauguration d'une sûreté de daïra et 8 logements d'astreinte.

te, pour une AP de l'ordre de 73,5 millions de dinars.

Cette structure s'étend sur une superficie de 2774 m², pour une surface bâtie de 797 m². L'effectif étant de 52 policiers, pour une population de 23 500 habitants.

Ces efforts de la DGSN entrent dans le cadre du redéploiement des missions de la police de proximité et du rapprochement des structures de la Sûreté nationale du citoyen et vice-versa, dit-on, et ce, pour le seul intérêt du citoyen et de la collectivité.

A. M'haimoud



Pour un meilleur travail de proximité.

Photo : Samir Sid

COUR DE BLIDA

Installation du nouveau procureur général

Le nouveau procureur général près la cour de Blida, M. Abdelli Mohamed, a été installé dans ses fonctions hier, en remplacement de M. Sahel Hamid, muté à la cour de Sidi-Bel-Abbès.

Cette installation a été effectuée par M. Guettouche Mohamed, procureur général près la Cour suprême, à l'issue d'une cérémonie officielle à laquelle ont pris part le wali de Blida, un représentant de la wilaya de Tipasa ainsi que les autorités civiles et militaires.

Pour rappel, c'est M. Abdelli Mohamed qui a été le représentant du ministère public lors du procès de l'affaire Khalifa qui a été jugée à la cour de Blida au début de l'année 2007. Il s'était illustré par une parfaite maîtrise du dossier. Pour rappel, à la même période, il occupait le poste de procureur de la République près le tribunal de Chéraga où il avait la charge du lourd dossier Khalifa.

Après le procès, Abdelli Mohamed a été nommé au poste de procureur général près la cour de Chlef.

M. B.



Photo : Samir Sid

Ils venaient de Tipasa pour écouler du kif dans la ville des Roses

Deux personnes, T. H. Z. et Dj. N., âgées de 33 et 37 ans, viennent d'être arrêtées à El-Affroun, dans la wilaya de Blida, en possession de 1,265 kg de kif traité. Selon l'enquête menée par les éléments de la Brigade de recherche et d'investigation de Blida, les mis en cause étaient venus de Tipasa pour écouler leur marchandise auprès de dealers d'El-Affroun. C'est suite à des renseignements, nous informe-t-on, qu'ils ont été appréhendés puis écroués par le procureur d'El-Affroun.

M. B.

Mise au point

J'ai le vif regret d'apporter un démenti catégorique aux déclarations qui nous ont été attribuées par votre journaliste dans son article intitulé «L'implantologie orale absente du cursus universitaire», et ce à l'issue du 2^e séminaire d'implantologie orale ayant pour thème «L'omnipraticien face à l'implantologie», organisé en collaboration avec la revue *Email* à l'ISTS de Chevalley-Alger, le 25/06/2009. En effet, l'ensemble

des organisateurs se joint à moi pour déplorer l'orientation de cet article.

Loin de mettre en exergue le contenu scientifique de ce séminaire, votre collaboratrice a mis l'accent sur une pseudo-absence de la technique de l'implantologie orale dans le cursus universitaire.

A ce sujet, plusieurs de vos confrères de la presse écrite se sont intéressés à l'événement où de nombreuses questions

liées au thème nous ont été posées et auxquelles nous avons répondu dans des termes scientifiques.

Par conséquent, il n'a jamais été question du volet de l'enseignement dans nos facultés, et nous n'avons, en aucun cas, évoqué Monsieur le Doyen de la Faculté de médecine sur cette question.

Bien au contraire, nous nous félicitons de sa volonté et de son courage, dont nous sommes

honorés, notamment son initiative d'organiser une formation de haute qualité au profit de tous les spécialistes hospitalo-universitaires.

Compte tenu de tout ce qui précède, nous considérons qu'il s'agit là d'une déviation de l'éthique journalistique dont votre correspondante porte l'entière responsabilité, et nous insistons pour que réparation au préjudice causé soit faite.

Le P^r Ag. M. Skender